

« « L’homme et la femme, voilà l’individu social » : couples et classes de sexe dans *l’Echo de la Fabrique* »

Anne Verjus

Communication aux journées d’études *L’Echo de la fabrique. Naissance de la presse ouvrière à Lyon*, organisées par L. Frobert à l’Ens-Lsh, les 3, 4 et 5 septembre 2007

Version orale.

Ne pas citer s’il vous plaît.

La famille et l’économie domestique sont au fondement de l’équilibre politique, social de la période 1789-1848. Vous savez, par exemple, qu’une femme ne peut survivre par ses propres moyens ; et que l’éducation, la surveillance des enfants ne sont pas prises en charge par des institutions de substitution telles que crèches, écoles, cantines, garderies ; c’est ce qui rend le travail domestique fourni par les femmes aussi vital que l’apport d’un revenu fourni principalement par le chef de famille.

Dès lors, il est difficile de penser la défense des intérêts des femmes en tant que telles, tant cela entre en contradiction avec le principe et la pratique de la survie par l’économie domestique. Cette défense des intérêts des femmes n’est pas impossible ; mais elle est difficile, y compris pour les féministes. Ce n’est seulement une question d’idéologie, mais de configuration économique et sociale. *L’Echo* offre une belle illustration de cette difficulté à penser un féminisme sur la base de la classe de sexe. C’est le sujet de cette communication.

Mais avant de commencer, je voudrais remercier Ludovic Frobert de m’avoir invitée à lire *l’Echo*, qui nous offre un très beau matériau et qui me permet de tester la validité d’une thèse que j’avais d’abord élaborée sur le terrain des droits électoraux : celle du familialisme qui traverse les institutions civiles et politiques de ce premier dix neuvième siècle.

L’Echo publie plusieurs articles qui portent directement sur la condition sociale et l’amélioration du sort des femmes. J’en ai compté une petite vingtaine, dont les 5 derniers

font mention des écrits ou des actions d'un journal féministe, le *Conseiller des femmes*, le seul alors sur la place de Lyon.

L'intérêt manifesté par *l'Echo* pour la revendication féministe est réel ; non content de signaler la parution du *Conseiller des Femmes* dès sa création, fin 1833, il ne tarit pas d'éloges sur le projet féministe de sa directrice : « **nous applaudissons de grand cœur à la venue de ce journal** », écrit le rédacteur ; il déplore même que l'on continue d'accueillir ceux qui travaillent à l'émancipation de la femme avec le « **sourire de l'ironie** ».

On peut même dire que l'intérêt que manifeste le journal pour la cause des femmes est d'autant plus « sincère » qu'il ne date **pas** de la parution du premier journal féministe de la place de Lyon ; il lui est antérieur ; quand il signale cette parution, en octobre 1833, *l'Echo* a déjà publié une **douzaine d'articles** ou de feuilletons qui prennent pour sujet principal la dénonciation du sort malheureux réservé à cette « intéressante moitié du genre humain » (comme on a alors coutume de la désigner).

Mais, on le sait bien, le féminisme emprunte des visages contrastés.

Pour les uns, l'émancipation de la femme peut consister à lui offrir les moyens d'une plus grande **liberté** vis-à-vis de l'oppression masculine ou du système matrimonial (c'est tout un) ; pour les autres, elle consistera surtout à lui offrir la protection nécessaire à l'amélioration de sa condition d'épouse et de mère.

Ces deux courants, qui forment alors l'essentiel du féminisme des années 1830, sont profondément **contradictaires** ; le premier dénonce l'oppression des femmes par les hommes, toutes classes sociales confondues ; et constate l'antagonisme entre les classes de sexes et promeut l'association et la solidarité des femmes ; c'est ce que j'appellerai une conception **sexualiste** des rapports sociaux entre les sexes ; l'autre au contraire lie l'amélioration de la condition féminine à celle de la famille et de la classe sociale (c'est, par exemple, dans l'intérêt des hommes et des enfants, et plus largement de la condition ouvrière, que les femmes doivent être éduquées puisqu'elles feront ainsi de meilleures mères et de plus utiles épouses) ; retenons que, dans cette perspective que j'appellerai conjugaliste, c'est ensemble qu'hommes et femmes s'émanciperont, et non l'un en dépit de l'autre.

Ces deux conceptions traversent non seulement le *Conseiller des femmes*, mais la plupart de ses articles ; je veux dire par là que l'on ne peut pas distinguer des auteurs plutôt conjugalistes, et des auteurs plutôt sexualistes ; et que la plupart des articles font coexister le

constat sexualiste de l'antagonisme entre les classes de sexe, et la perspective d'une amélioration de leur union.

Dans la version écrite, je développe les aspects conjugalistes à partir du feuilleton de la riche lavandière et de la pauvre brodeuse qui se résume comme suit : il vaut mieux être pauvre, travailler à la maison et s'occuper de son enfant, que riche, travailler dur et laisser son foyer à l'abandon.

Maintenant, qu'en est-il dans *l'Echo de la Fabrique* ? Quel féminisme est-il apporté à ce lectorat constitué essentiellement d'hommes de la fabrique, ie de chefs d'atelier doublés de chefs de famille ? (première partie)

Sachant que *l'Echo* a publié une douzaine d'articles sur la condition sociale des femmes avant la parution du *Conseiller des Femmes*, est-ce qu'on peut voir entre cette première période et celle qu'inaugure la référence et l'utilisation d'extraits du journal féministe, une inflexion du propos, dans le sens d'une radicalisation par l'apport de la perspective sexualiste des féministes ? (deuxième partie)

1. Quel féminisme dans *l'Echo* de la période Berger/Chastaing ?

Dans la période qui s'étend d'août 1832 à août 1833, c'est l'équipe Berger Chastaing qui dirige *l'Echo*. Ils ont la particularité, et même le mérite, par rapport à la direction précédente (celle de Vidal, comme vous le savez), de publier des articles qui prennent pour sujet principal la condition des femmes dans la fabrique. Avant août 1832, je n'ai rien trouvé.

L'exemple le plus saisissant est celui du feuilleton, paru sur quatre numéros d'avril à mai 1833, intitulé *Le Canut*. Il est signé par un très jeune auteur, Louis Couailhac, qui a 23 ans. Ce feuilleton n'est pas une exclusivité puisqu'il a déjà donné lieu à une publication, l'année précédente, dans un volume de contes¹ (*Les Sept Contes noirs*).

Le motif est le suivant : Jacques **Lebras**, ouvrier de la soie, a épousé une jeune couturière de 17 ans, Rose **Dupuis**², et en a eu trois enfants en quatre ans d'union. Sa pièce ie son étoffe terminée, Jacques se rend chez le fabricant à qui il doit la livrer. Celui-ci cherche à faire baisser son prix, au motif que la « façon » ne convient pas ; hardi et peu endurant,

¹ Louis Couailhac, *Les sept contes noirs*, Paris, Lyon, 1832, 144 pages.

² Les noms, choisis avec soin, rappellent l'usage très en vogue, dans le vaudeville, de noms pour le moins parlants. Ici, l'ouvrier s'appelle Lebras, la demoiselle Dupuis et l'infâme fabricant, Boursault. Notre auteur se spécialisera, d'ailleurs, dans l'écriture de vaudeville.

Jacques adresse des réclamations énergiques et dit que c'est une infamie de spéculer ainsi sur la fatigue du pauvre ouvrier ; le commis lui accorde ce qu'il demande, mais refuse de lui accorder un nouvel ouvrage. Jacques écrase une larme de rage : Rose vient de lui apprendre qu'il ne reste que 40 sous à la maison. Il lui faut trouver au plus vite un nouveau fabricant. Rentré chez lui, il annonce à Rose l'altercation qu'il vient d'avoir ; et celle-ci décide, pendant la nuit, de se rendre auprès du fabricant Boursault ; elle le supplie, espérant l'attendrir ; il faut dire ici que, bien entendu, Rose est jolie, qu'elle a le teint frais et animé ; d'ailleurs, Boursault, apprenant qu'elle est mariée, a ce cri du cœur : « l'heureux mortel celui qui possède tant de charmes ! » Rose lui demande de bien vouloir rendre sa pratique à son époux, et lui offre, en échange, toute sa reconnaissance. Sur ce Boursault, lui propose, en effet, tout en enlaçant sa taille, de se montrer, en effet, *très* reconnaissante, en échange de quoi il donnera du travail à son homme. Horrifiée, Rose tente de se dégager ; il la saisit vigoureusement ; Rose lutte, se dégage et s'enfuit. Ici, l'auteur prend la parole contre ce « gros fat » que seul l'argent autorise à se croire séduisant.

Lorsque Rose revient chez elle, embarrassée, les yeux humides, le teint enflammé, Jacques l'interroge ; elle avoue son initiative, ce qui lui vaut de vifs reproches. Mais quelle n'est pas sa colère lorsqu'elle lui apprend la condition que Boursault a mise à sa demande : je cite : « il devint pâle tout à coup, comme lorsqu'on apprend un grand malheur, un malheur nouveau et inattendu. Il aurait pu tout supporter, la pauvreté, la faim, des injures ; en pensant à sa famille, il aurait pu courber la tête et se taire sous une humiliation personnelle ; mais être insulté dans ce qu'il avait de plus cher au monde ! être déshonoré dans l'honneur de sa femme ! être regardé comme un homme qui peut manger un pain acheté à ce prix ! »

Jacques, à n'en pas douter, est plus atteint que sa jeune épouse. A vrai dire il semble être le seul touché, à la fois dans sa dignité, son image et son honneur. Il n'a d'ailleurs nulle parole de réconfort pour Rose, tout occupé des moyens de sauver son honneur et à travers lui, celui de sa famille. Ici, le plus intéressant est l'aparté que fait l'auteur, qui juge nécessaire, pour son lectorat, de nous livrer sa propre interprétation de cette identification de Jacques à l'affront subi par sa femme (ce qui laisse penser que c'est une réaction que n'aurait pas nécessairement eue le lecteur, présumé non ouvrier, de son conte) : « c'est là l'injure que le pauvre ressent le plus douloureusement ; ces inégalités factices de fortune et de condition que la main des hommes lui a imposées, il les subit par nécessité et par habitude ; mais il est fier de l'égalité des dons que la nature distribue à tous les mortels ; et dès qu'une caste élevée veut

encore les attirer à elle et avoir seule le privilège des **jouissances** qui doivent appartenir à tous ; dès qu'elle porte atteinte au **seul bien** dont elle ne puisse s'arroger le monopole, alors le pauvre se révolte comme d'une infraction à un traité passé entre lui et Dieu qui lui a donné cette **unique compensation** à tant de maux et de misères. » J'attire votre attention sur le vocabulaire utilisé : la jeune femme que l'auteur compare à la « timide violette » et à « l'humble bluet des champs » est présentée comme une *jouissance*, une *compensation*, un *bien* offert à tous les hommes, sans discrimination ; c'est le don de la nature à tous les hommes ; le dernier rempart contre l'emprise et la diffusion de l'inégalité que la propriété a déjà introduites entre les hommes ; et c'est, dit l'auteur, le seul « bien » dont les riches ne puissent s'arroger le monopole. Si la propriété de la terre ou des moyens de production n'est pas naturelle, la propriété de la femme, elle, l'est.

Sur ce, Jacques s'en va retrouver « l'infâme Boursault » (prononcé ainsi, peut-être le jeu de mot vous paraîtra-t-il plus lisible) et **le provoque en duel** (au briquet). Menacé d'être simplement expulsé, Jacques se jette à la gorge du fabricant avant d'être jeté dehors par les domestiques ; il est cité en police correctionnelle et condamné à 2 mois de prison.

L'épilogue, bien entendu, est édifiant : lorsqu'il sort de prison, Jacques apprend que les fabricants ont refusé le tarif, que la garde nationale est montée à la croix rousse pour disperser les rassemblements d'ouvriers ; à ces mots, il se range du côté des canuts qui crient aux armes, les excite, les anime de sa haine ; il s'empare d'une carabine mais, au moment où il va ajuster l'un des fabricants, il tombe. C'est Boursault qui l'a frappé d'une balle au front. Il est jeté à la fosse commune ; et c'est l'infâme fabricant qui reçoit la croix d'honneur et les actions de grâce du journal officiel. Quant à Rose, elle a quitté l'appartement pour un grenier, et parvient à faire vivre ses trois enfants de son travail, à condition de ne les faire manger qu'une fois par jour. Nul ne sait ce qu'il advient d'elle dans cette histoire centrée surtout sur les sentiments et le fatal destin de Jacques l'ouvrier canut, en proie à la jalousie, au ressentiment et à la haine justes et naturels d'un homme de sa classe.

Il est évident qu'on peut difficilement parler de féminisme lorsqu'on replie les pages de ce feuilleton centré sur l'inégale et injuste compétition sexuelle que les fabricants et les bons pères de famille se livrent. Le propos ne vise jamais à revendiquer un quelconque changement dans la condition sociale des femmes. Mais c'est justement ce qui m'a semblé intéressant : c'est qu'à lire Couailliac, c'est seulement du père de famille que peut venir, et que vient, la sauvegarde des femmes et des filles de la classe ouvrière.

Et ce point de vue, disséminé dans le conte du *Canut* se retrouve dans d'autres articles de cette première période.

Un exemple : quelques mois plus tôt, en décembre 1832, un article signalant l'arrivée des saint simoniens à Lyon, résumait ainsi le discours prononcé par Hoart, l'apôtre : « Par le développement de l'industrie, et son importance dans les faits de la vie, la fonction du travailleur est devenue sociale ; son éducation, sa profession, sa retraite doivent donc lui être garanties par la société ; éducation morale, intellectuelle et industrielle, avenir assuré pour lui, sa femme et ses enfants, voilà ce que le travailleur veut et désire »³. Il n'est pas question de ce que désire et veut la femme, l'ouvrière. **C'est toujours par l'intermédiaire des chefs de famille qu'est envisagée, à ce moment, l'amélioration de la condition des femmes.**

Deuxième exemple, plus explicite encore : un article signé Jullien, intitulé « De la condition sociale des femmes au dix neuvième siècle » : je cite : « Et pourquoi, par exemple, lorsque nous aurons obtenu l'abolition des privilèges qui pèsent sur l'homme, et qui retiennent encore l'immense majorité des citoyens sous le joug d'une minorité que le hasard a faite riche, la femme ne serait-elle pas dégagée également des entraves qui la retiendraient, comme au temps de la féodalité, sous la dépendance d'un seigneur et maître ? » Hommes et femmes ne se libéreront pas ensemble ; le sort de l'ouvrière n'est pas celui de l'ouvrier ; alors même qu'ils sont tous deux des travailleurs soumis aux mêmes exigences de rendement et de qualité de la part des fabricants, ils ne luttent pas ensemble. Il n'est pas question, par exemple, d'égalité des droits ; bien au contraire ; c'est à pallier, plutôt qu'à combattre l'absence de cette égalité que les journalistes de *l'Echo* travaillent : ainsi, en décembre 1832, Chastaing regrette que les lois ne se soient pas assez occupées « de la femme, cette intéressante moitié du genre humain » ; et il ajoute aussitôt : « quelque chose doit compenser pour elle l'absence de tous droits politiques »⁴. On ne saura pas ce qu'est cette chose ; mais ce ne sera pas l'égalité.

Premier point donc : l'amélioration du sort des femmes passera par celle du sort des hommes, leurs pères et époux.

Un deuxième aspect important de l'attention portée par l'*Echo* au sort des femmes, est l'accent mis sur les **mœurs**. On l'a vu pour *Le Canut* : si Rose n'avait pas fait preuve d'une grande force morale (et de biceps vigoureux), elle n'aurait pu résister aux avances de l'infâme

³ *L'Echo de la Fabrique*, 9 décembre 1832, n° 59, « Banquet Saint Simonien ».

⁴ *L'Echo de la Fabrique*, 23 décembre 1832.

Boursault. Or, bien plus important que la faim, est l'honneur de la famille. Jacques Lebras le clame haut et fort ; il préfère avoir faim que de donner l'image d'un homme qui mange son pain « à ce prix là ». On comprend qu'un contrat tacite lie les deux époux : la **protection⁵ offerte par l'un est conditionnée par la moralité de l'autre**. Aussi n'est-on pas loin de penser que c'est par **l'amélioration de leurs propres mœurs** que les femmes pourront améliorer leur sort, en apportant à leur protecteur naturel toutes les garanties nécessaires au maintien du lien conjugal dont elles dépendent pour leur survie⁶.

Aparté : la hantise de l'adultère, véritable obsession de l'époque, toutes classes confondues⁷, se double ici de l'expérience vécue par un grand nombre de femmes dans les ateliers, et dont Rose n'est que le versant victorieux : nombre de chroniqueurs de l'époque rappellent combien les femmes, mariées, en concubinage ou célibataires, sont soumises à un chantage sexuel dans les ateliers, les usines, ou au moment de se faire payer ou de négocier un nouvel ouvrage⁸.

En tout état de cause, on voit bien qu'ici, la perspective est avant tout celle d'un **rapprochement entre les hommes et les femmes** , sur la base de leurs intérêts bien compris (et non celle d'un antagonisme) : aux femmes les mœurs et la moralité, aux hommes les conditions matérielles leur permettant de préserver l'honneur familial.

Enfin, troisième point, l'amélioration morale des femmes ne se réduit pas à la question de leurs mœurs. Elle concerne également **leur éducation**.

Là encore, la question de l'éducation est pensée dans le *cadre conjugal* : c'est à la fois pour mieux se marier et pour améliorer le mariage, que les femmes doivent prioritairement être éduquées.

⁵ Protection morale certes, mais pas seulement ; prime, bien plus sans doute aux yeux des femmes, la protection économique qu'offre la force de travail d'un compagnon.

⁶ Une femme ne peut pas survivre sans un époux ; a fortiori sans le père de ses enfants. Elle gagne trop peu pour subvenir à ses besoins, même en partageant sa chambre avec d'autres jeunes femmes : son salaire est de 1 fr par jour ; et il lui en faut à peu près autant pour se loger. Ce n'est pas un sort réservé aux ouvrières ; les femmes de toutes les classes sont contraintes au mariage ; c'est le sens de l'article, extrait de la *Revue encyclopédique*, sur « l'amélioration sociale des femmes », signé par Marie de G. : hors le mariage, « elles demeurent dans un tel état de dépendance, de nullité et d'isolement, que la plupart, au risque de faire le malheur de leur vie tout entière, se marient sans autre but que celui de se marier. » (*L'Echo de la Fabrique*, 14 juillet 1833).

⁷ Cf. *Husbands, Wives and Lovers*, de Patricia Mainardy, ...

⁸ Cf. Laura Struminger, « Les canutes de Lyon », in *Le Mouvement social*, n° 105, travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle, Oct-Déc. 1978, pp. 59-86, ici pp. 77-78, qui cite Villermé, Thouvenin, Truquin et *Le Précurseur* du 24 octobre 1831 (« La rapidité et la qualité du travail fourni par l'ouvrière ne comptent pour rien si ne s'y ajoute la grâce de la jeunesse et une odieuse soumission »).

- Pour mieux se marier : mieux éduquée, la femme trouvera « dans l'industrie mieux organisée des travaux de son sexe assez lucratifs pour lui donner une position qu'elle ne devra(it) qu'à elle-même, sans attendre la fortune et le rang d'un époux »⁹ : on pourrait penser qu'elle sera alors indépendante ; il n'en est rien, car l'auteur poursuit : le mariage cessera d'être un « mensonge », un « trafic », une « spéculation », pour devenir une vérité ; autrement dit, elle se mariera d'autant mieux qu'elle sera, par son indépendance économique, dégagée des « nécessités de [sa] position sociale »¹⁰, c'est-à-dire l'obligation économique de prendre le premier mari venu. C'est évidemment là un discours qui ne s'adresse pas aux ouvrières que le travail ne suffit même pas à sauver des « nécessités économiques », mais plutôt aux filles des chefs d'ateliers, assez aisées pour être éduquées, mais pas assez pour se passer d'un salaire, et qui pourraient ainsi reculer le moment de choisir l'homme qui leur conviendra le mieux. L'éducation qui mène à l'indépendance n'est qu'une étape, aux yeux des rédacteurs de l'*Echo*, dans l'obtention d'un meilleur mariage.

- Améliorer le mariage : une fois mariées, c'est le mariage lui-même qui s'en portera mieux : mieux éduquées, les femmes cesseront d'être « un ustensile de ménage ou un meuble de salon » ; émancipées à leur majorité, libres dans leurs actions, elles seront enfin les égales de l'homme... dans tous les rapports de famille et de société.

Pour clore cet examen de la première période de *l'Echo*, on peut dire qu'en dépit de la modération du propos, les rédacteurs manifestent un réel intérêt pour la condition des filles et des femmes de prolétaires. Mais c'est globalement un féminisme édulcoré de l'essentiel de sa portée critique. Hormis un texte évoquant la servitude des femmes, signé Jullien, en juin 1833, aucun des douze articles de cette première période, celle de Chastaing, ne développe la question de l'antagonisme entre les classes de sexe.

2. Le choix des articles du *Conseiller des femmes*

Il n'en va pas de même, évidemment, lorsqu'on se penche sur le dit *Conseiller des Femmes*. J'ai évoqué, en introduction, le caractère sexualiste présent dans une grande partie

⁹ Jullien, « De la condition sociale des femmes au Dix neuvième siècle », *L'Echo de la Fabrique*, 24 juin 1833.

¹⁰ « Sur l'amélioration sociale des femmes », *L'Echo de la Fabrique*, 14 juillet 1833.

des textes que publient, dans leur journal, Eugénie Niboyet et Louise Maignaud ou Eliac Dudrezène. Dans ces textes, la critique du mariage et l'oppression masculine forment des acteurs importants, sinon principaux (car la perspective conjugaliste, je vous l'ai dit, reste très largement présente).

La question que l'on peut se poser est la suivante : retrouve-t-on cette perspective sexualiste à partir de la troisième période, celle qui voit le nouveau directeur, Bertrand, non seulement mentionner les actions des féministes lyonnaises mais également publier quelques bonnes pages de leur journal ? Y a-t-il dans ce cas une inflexion vers un féminisme plus radical à partir d'octobre 1833, date du premier numéro du *Conseiller* ?

A toutes ces questions, il faut répondre par la négative : *l'Echo* opère un tri sévère dans les articles du *Conseiller* et n'en laisse publier aucun qui mette l'accent soit sur la nécessité d'une **union entre les femmes**, soit sur **l'antagonisme entre les classes de sexe**.

1700

D'abord, je voudrais vous montrer en quoi consiste exactement ce sexualisme de Niboyet et de ses consocuteurs dans le *Conseiller des femmes* :

1. Union pour les femmes : un long article du premier numéro du *Conseiller* ne manque pas d'alerter le lectorat sur ce point. C'est un article de **Louise Maignaud**, la plus radicale du groupe sans doute, sur la nécessité pour les femmes de s'unir : la femme, dit-elle, doit savoir « tourner au profit de son sexe les avantages qu'elle a reçus de la nature ; qu'elle médite et comprenne cette grande vérité : la femme ne sera véritablement forte que lorsqu'elle sera, de bonne foi, l'amie de son sexe ; c'est la première vertu de l'homme qu'elle doit chercher à imiter, si elle ne veut point demeurer éternellement son esclave. L'esprit de corps lui manque ; de cette cause naissent sa dépendance et son asservissement. Le défaut d'harmonie entre les femmes sera toujours fatal à leurs progrès. »¹¹

Le numéro 9, du 28 décembre 1833, publie la lettre d'une « dame anonyme » qui regrette, elle aussi, que « l'esprit de corps » manque trop souvent aux femmes.

Ensuite, plus aucun article ne fait mention de cette nécessité de l'union.

¹¹ Louise Maignaud, « De l'avenir des femmes, *Le Conseiller des Femmes*, samedi 2 novembre 1833, n°1.

2. L'antagonisme entre les classes de sexe

Le numéro 6, du 7 décembre 1833, est signé Ulliac Dudrezène. Le ton est devenu plus ironique, plus mordant : les femmes auraient tort de nier qu'elles ont été placées par la nature et la société « dans l'une de ces **classes** qui semblent destinées à un perpétuel esclavage. L'homme tout fier de la supériorité que lui assurent et sa force physique et ses deux ou trois onces de cervelle de plus, ne s'aperçoit pas qu'il fonde sa toute puissance sur son organisation seulement (...). Ilotes par l'effet de l'organisation que nous donne la nature ; ilotes par l'effet des préjugés et des lois, nous aurions très mauvaise grâce et fort mauvaise chance à nous révolter contre des êtres si supérieurs ¹²».

Ou encore, toujours sous la plume de Louise Maignaud : qui voudrait nier qu'il y a un malheur réel attaché à la condition de naître femme. Hommes de tous les siècles..., (p. 5 PF) en jaune.

Dans la plupart des cas, L'Echo se contente de choisir les actions ou les articles qui conviennent le mieux à son optique. C'est une optique, cela va sans dire, conjugaliste.

L'Echo privilégie les expériences effectuées ou proposées par Eugénie Niboyet.

Ainsi, le 5 janvier, la première mention après l'annonce en octobre de la création du Conseiller, fait-elle référence au projet de fondation d'écoles gratuites pour les enfants de 7 à 12 ans, ainsi qu'à celui d'un « Athénée spécial aux femmes et consacré à leur développement » ou les coups de griffe lancés au journal légitimiste, *Le Réparateur*.

Il privilégie également les articles qui vont dans le sens de cette conviction désormais bien ancrée, que l'amélioration du sort de la femme passera par la conquête des droits des ouvriers : aussi publie-t-il cette lettre d'une abonnée, qui dit : « pour nous rendre nos droits, il faut d'abord conquérir les vôtres, sortir des voies étroites de nos sociétés morcelées, abandonner un misérable édifice qui s'écroule, et fonder par l'association l'œuvre d'harmonie

¹² Mlle S. Ulliac Dudrezène, « Des femmes en général et de leur véritable émancipation », Le Conseiller des femmes, n°6, samedi 7 décembre 1833.

sociale qui peut seule assurer à tous bonheur et dignité. (...) courage donc aux hommes de cœur ; la loi providentielle de l'humanité sera leur récompense ! »¹³

Finalement, le premier article extrait du *Conseiller des Femmes* date seulement de mars, soit 5 mois après l'annonce de la création du journal (23 mars). Il s'agit d'un article de Mlle Dubuisson, intitulé « Des femmes de la classe ouvrière » ; il est suivi de près par un article de Louise Maignaud qui porte là encore sur « la fille du peuple ». Ce sont là les deux seuls textes directement tirés du journal féministe.

Ils décrivent avec acuité la condition misérable de la femme dans la classe ouvrière, soulignent l'impasse dans laquelle les conduit un célibat que ni leurs parents ni les institutions ni le marché ni les hommes ne lui rendent vivable ; **mais ils n'ont pas la portée critique des textes sexualistes qui mettent l'accent sur le système matrimonial dans son ensemble et sur l'antagonisme fondamental qui le traverse.**

Je voudrais, pour conclure, essayer de donner une première explication à cette réticence tenace, de la part des rédacteurs de l'Echo et parfois des rédactrices du Conseiller elles mêmes, à opter pour une perspective aussi sexualiste.

Le féminisme conjugaliste de l'Echo de la Fabrique : tentatives d'interprétation

En fait, j'ai deux explications possibles : l'une du point de vue des acteurs ; l'autre du point de vue des forces sociales.

1. du point de vue des forces sociales :

Un souci constant anime les rédacteurs de l'Echo : la distance sociale entre les femmes du peuple et celles de la bourgeoisie. Ils ne cessent, à chacune de leur référence au conseiller des femmes, de souligner combien ces dames, placées dans une « région sociale plus élevée », ont de mérite d'avoir su ne pas fermer les yeux sur cette « lèpre hideuse » qui, par la misère de ses femmes, mine la classe ouvrière. Il n'y a décidément pas, à leurs yeux, de *classe de sexe susceptible de transcender la classe sociale*. Les femmes des régions sociales les plus élevées n'ont rien en commun avec celles du peuple ; et si cette conviction est avérée socialement, elle n'en contredit pas moins de plein fouet le propos féministe qui voudrait tenter de proposer un autre regard sur les femmes, en les considérant du point de vue de

¹³ Au Rédacteur, L'Echo de la Fabrique, 23 février 1834, n° 60.

l'oppression qu'elles subissent, toutes, dans le mariage et dans les rapports de sexe. Mais c'est là un mode de pensée sexualiste qui reste dans les limites du journal féministe. L'Echo, s'il reprend par moments le thème de l'oppression masculine, ne pousse guère au-delà la logique du propos. Pour les rédacteurs, hommes et femmes du peuple ont davantage en commun que les bourgeoises et les ouvrières. La perspective reste résolument conjugaliste, parce qu'elle est classiste.

2. du point de vue des acteurs :

On l'a vu, les rédacteurs de l'Echo sont convaincus que l'amélioration du sort des femmes passera par celle des ouvriers et celle de la classe ouvrière en général ; les conditions socio économiques expliquent en partie une telle position : l'unité de la classe est l'unité conjugale. Il n'y a pas de survie en dehors du couple : c'est vrai non seulement des femmes, mais si l'on veut bien dépasser la posture assez paternaliste des articles pour s'interroger sur les conditions de vie des canuts, c'est vrai aussi des hommes :

○ Du point de vue des femmes, on l'a dit et redit, lu à satiété dans l'Echo : il n'y a pas de survie féminine en dehors du mariage : les femmes sont trop peu payées pour subvenir à leurs besoins.

○ du point de vue des hommes : au-delà de la fondation d'une famille, l'ouvrier a besoin de reproduire sa force de travail en bénéficiant, autant que faire se peut, des avantages que lui procurent des soins domestiques et affectifs ; l'amour ou l'amicale solidarité d'une épouse sont non seulement insubstituables mais il faut bien admettre que les services que pourrait offrir une domestique (ou toute autre personne offrant ses services) ont, avec une épouse, l'énorme avantage d'être quasiment gratuits... Les rédacteurs de l'Echo ont donc un intérêt majeur et des raisons très personnelles de ne pas apercevoir l'antagonisme là où les féministes le voient. Convaincus de la fragilité naturelle des femmes, là où les conditions salariales du marché et la morale des hommes devraient plutôt être interrogées (pourquoi s'évertuer à maintenir les salaires féminins en dessous du marché, quand ce serait de l'intérêt de tous que les femmes apportent un meilleur salaire à la maison ? parce que le principe directeur reste celui de l'anomalie du travail féminin lorsqu'il est salarié), ils ne cessent de chercher à la protéger en l'enfermant au sens propre comme au sens figuré dans sa condition de mère et d'épouse aux fonctions domestiques, affectives et reproductrices irremplaçables. De là, le

dialogue de sourds qui s'engage entre l'Echo et le Conseiller sur la question de la femme du peuple : les premiers voyant son salut dans l'amélioration de la condition ouvrière ; les secondes le voyant, au contraire, dans l'amélioration de la condition féminine par l'éducation et l'accès à l'indépendance. Classes de sexe et classe sociale se révèlent, à travers cette étude de cas, résolument et décidément antagoniques.

En conclusion : dans les allers et retours que j'ai dû faire hier entre ce lieu et l'université, je me suis promenée (et un peu perdue) dans Lyon. Je suis passée devant le Palais de la Mutualité, et j'ai été frappée par le lien entre ce que je voyais au fronton de la porte, et le sujet de ma communication.

Je vous livre ici mon impression de passante, et non une interprétation validée : je n'ai aucune idée des intentions du sculpteur, et en attendant d'en savoir davantage, je me permets cette liberté d'analyse. Le tableau (reproduit ci-joint) se compose de deux femmes d'allure gigantesque, l'une enserrant de son bras les épaules de l'autre, et lui tenant la main. A leur côté, deux groupes : un « couple » formé d'un homme manifestement éduqué, instruit, qui s'adresse à un enfant ; et un enfant nu agenouillé aux pieds des femmes. La petite taille de ces deux groupes est accentuée par leur position assise ou accroupie, laissant penser que non seulement c'est la féminité qui forme le cœur vital de la mutualité, et par conséquent de la solidarité, mais que c'est une féminité doublement constituée : l'une comme métaphore de ce que je suppose être la République ; l'autre comme incarnation de la maternité. L'ensemble est sculpté dans la pierre et forme un édifice imposant de plusieurs mètres de longueur.

Ce qui m'a frappée, c'est l'association entre cette image de la famille constituée autour de ces deux figures féminines et le mot MUTUALITE placé juste au-dessus. Et je me suis dit que décidément, entre le projet associationniste et la perspective familialiste ou conjugaliste, il y avait des liens bien plus étroits que ce que nous fait voir ce petit aperçu que je vous ai donné de la pensée féministe des rédacteurs de l'Echo.

Dans ces années cruciales pour la formation de la classe ouvrière, ce sont des chefs de famille et non des hommes, qui s'associent. Ce conjugalisme est un point de vue politique, mais c'est aussi une question de survie économique pour la très grande majorité des canuts. Il y a là, je crois, et cela fera plaisir à notre ami Ludovic, une belle illustration de l'impact des structures économiques sur les représentations politiques.

